

RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE
30 JUIN 2009

INVESTIR LE QUÉBEC POUR CRÉER L'AVENIR.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :

- le rapport de gestion
- le rapport de la direction
- les états financiers vérifiés complets, incluant les notes et le rapport des vérificateurs
- le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- le relevé des autres investissements
- le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société rejette toute intention ou toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir.

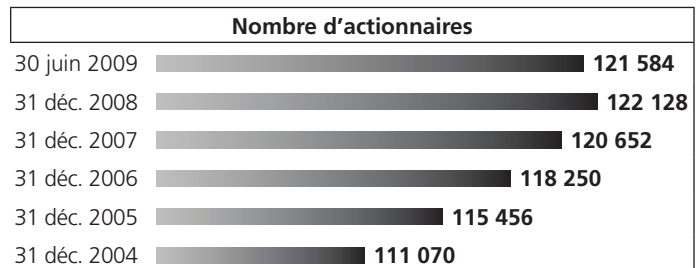
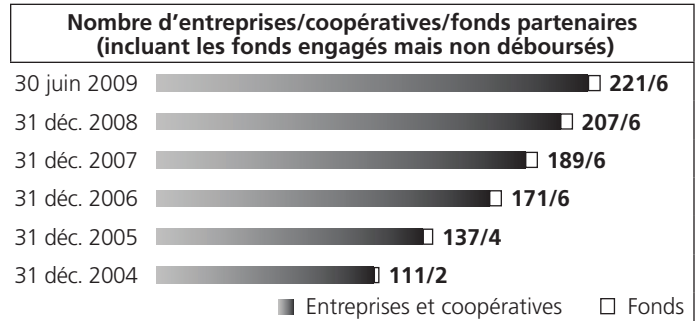
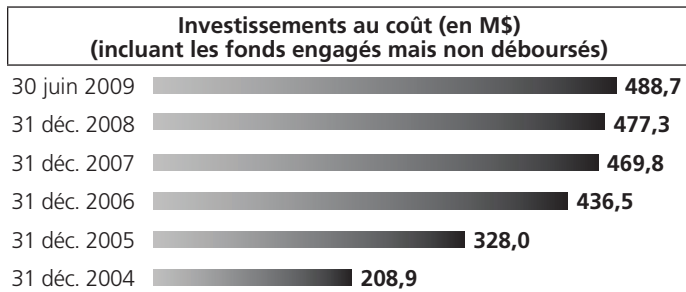
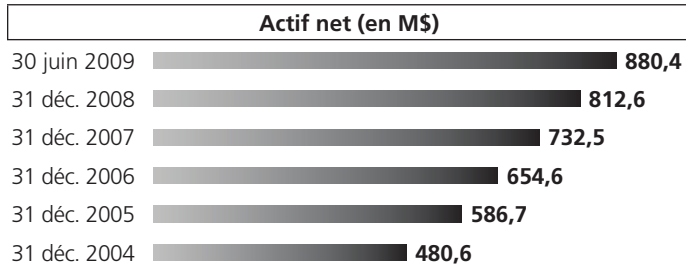
Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires complets gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000 poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2009. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires vérifiés de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES



	30 juin 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007	31 déc. 2006	31 déc. 2005	31 déc. 2004
Produits (en milliers \$)	19 241	39 520	32 015	27 386	21 717	19 963
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	6 931	(29 347)	(22 243)	(10 238)	6 751	(214)
Actions en circulation (en milliers)	91 550	85 159	74 097	64 139	56 600	46 905
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,8	3,1	3,4	3,5	3,6	3,7
Taux de rotation du portefeuille :						
- investissements à impact économique québécois (%)	4	9	11	7	17	1
- autres investissements (%)	42	83	33	38	47	267
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Émission d'actions (en milliers \$)	84 077	126 440	101 763	79 544	100 605	101 716
Rachat d'actions (en milliers \$)	23 221	17 016	1 611	1 401	1 234	1 062
Juste valeur des investissements à impact économique québécois (en milliers \$)	363 124	348 408	360 782	315 700	251 017	135 911

⁽¹⁾ Les frais d'opération comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	30 juin 2009 (\$)	31 déc. 2008 (\$)	31 déc. 2007 (\$)	31 déc. 2006 (\$)	31 déc. 2005 (\$)	31 déc. 2004 (\$)
Actif net par action en début d'exercice / de la période	9,54	9,89	10,21	10,37	10,25	10,25
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,08	(0,35)	(0,33)	(0,17)	0,12	0,00
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,22	0,47	0,47	0,40	0,35	0,44
Charges d'exploitation	(0,14)	(0,30)	(0,35)	(0,34)	(0,33)	(0,39)
Impôts et taxe sur le capital	(0,01)	0,04	0,10	0,00	(0,04)	(0,03)
Gains (pertes) réalisés	0,06	(0,20)	(0,24)	(0,19)	0,16	0,18
Pertes non réalisées	(0,05)	(0,36)	(0,31)	(0,04)	(0,02)	(0,20)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00
Actif net par action à la fin de l'exercice / de la période	9,62	9,54	9,89	10,21	10,37	10,25

SOMMAIRE

Malgré le contexte économique plus difficile, la Société a clôturé son premier semestre de 2009 avec un bénéfice net de 6,9 M\$ (perte nette de 4,5 M\$ pour la même période en 2008), soit un rendement non annualisé de 0,8 % (rendement non annualisé négatif de 0,6 % au 30 juin 2008). L'actif net par action augmente ainsi à 9,62 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2009 comparativement à 9,54 \$ à la fin de l'exercice 2008. À titre indicatif, à ce prix de 9,62 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtient un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 9,0 % et 9,6 %.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec et des coopératives. Il se répartit entre quatre lignes d'affaires et est composé essentiellement d'actions et de débentures. Cette activité affiche un rendement non annualisé de 1,6 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009 comparativement à un rendement négatif de 6,5 % pour l'exercice 2008. Au cours du premier semestre de 2009, l'amélioration des conditions de crédit corporatif a généré un gain pour ce portefeuille et les produits courants ont progressé. Cependant, le contexte économique difficile a contribué à engendrer des baisses de valeur dans l'ensemble du portefeuille, en particulier pour les entreprises partenaires en régions ressources ainsi que dans les secteurs des technologies de l'information / télécommunications et de la santé / biotechnologies. Le coût des investissements à impact économique québécois réalisés ou engagés atteint 488,7 M\$, dont 436,8 M\$ ont été déboursés.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires. Il est composé principalement d'obligations et d'actions privilégiées. Cette activité a généré un rendement non annualisé de 3,1 % pour le premier semestre de 2009 comparativement à un rendement de 4,7 % pour l'exercice 2008. Ces rendements découlent principalement de l'amélioration des conditions de crédit qui a permis aux obligations et actions privilégiées de sociétés et d'institutions financières de générer des plus-values importantes.

Au cours du semestre, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 84,1 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 23,2 M\$. Durant cette période, environ 23 % des actions admissibles à un rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans ont été rachetées. L'actif net au 30 juin 2009 a ainsi atteint 880,4 M\$, en hausse de 8,3 % par rapport au 31 décembre 2008. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2009 était de 121 584, en léger recul de 0,4 % par rapport au 31 décembre 2008.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

RÉTROSPECTIVE POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 2009

Pour la plupart des économies industrialisées, le dernier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2009 figurent parmi les plus difficiles depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les prix élevés des ressources naturelles, en particulier ceux du pétrole, avaient permis à l'économie canadienne de bien s'en tirer jusqu'à l'automne 2008. La chute des prix de l'or noir et la détérioration des marchés où le Canada exporte sont venues changer la donne. Au Québec, bien que le recul soit tout de même notable, l'économie a semblé mieux faire face à la crise, aidée par une structure industrielle plus diversifiée, des investissements massifs dans les infrastructures et un secteur immobilier en meilleure posture.

Pour faire contrepoids à la crise, plusieurs gouvernements à l'échelle mondiale ont dû délier les cordons de leurs bourses. Le gouvernement canadien a répondu à l'appel par un plan de stimulation économique d'environ 40 G\$. Au sud de la frontière, l'ambitieux plan de relance de 787 G\$US du président Obama a été approuvé en février. Même après avoir abaissé au minimum leurs taux d'intérêt, les principales banques centrales ont poursuivi leur assouplissement monétaire en ayant recours à des outils moins traditionnels. La Banque du Canada n'a pas été aussi agressive dans l'utilisation de tels outils, mais elle pourrait prendre d'autres actions si le besoin se faisait sentir.

Jusqu'à présent, l'effet des plans de relance demeure limité, car l'essentiel des sommes prévues n'a tout simplement pas encore été dépensé. Par contre, l'intervention des banques centrales commence à porter des fruits. Les conditions de financement qui s'étaient sévèrement détériorées à l'automne se sont améliorées au cours des derniers mois. Les taux obligataires sont demeurés bas en début d'année mais ont rebondi récemment devant les craintes liées à l'endettement des gouvernements, mais aussi en raison d'un regain d'optimisme qui a d'ailleurs favorisé les marchés boursiers.

PERSPECTIVE 2009-2010

Depuis le début du printemps, plusieurs indicateurs économiques et financiers ont montré des signes encourageants suggérant que l'économie a amorcé une phase de stabilisation et qu'éventuellement une reprise pourrait prendre forme à l'automne. En outre, la confiance des consommateurs et des investisseurs a commencé à se redresser et l'impact des mesures de relance économique est appelé à s'intensifier. D'autres reculs de l'activité économique sont toutefois encore attendus d'ici là, mais ils seront moins significatifs que ceux observés dernièrement.

La phase de stabilisation, qui s'étirera pendant encore quelques mois, cédera sa place à une reprise caractérisée par de plus faibles taux de croissance qu'à la normale. Les crises vécues – hypothécaire, de liquidités ou économique – ont laissé de profondes blessures. Les marchés immobiliers aux États-Unis et en Europe ont été fortement touchés et le déséquilibre persiste. Le système financier mondial est engagé dans une longue convalescence et le bilan des institutions financières demeure contaminé par des actifs toxiques. Au même moment, les pertes sur prêts s'accroissent et l'industrie automobile entame une longue restructuration.

Ce n'est qu'à l'approche de l'automne, lorsque les assises de la reprise économique se seront consolidées, que les marchés boursiers pourraient connaître une seconde poussée d'optimisme, atténuée toutefois par la persistance de problèmes d'ordre structurel. Les taux obligataires, qui ont augmenté trop rapidement au printemps, se maintiendront à des niveaux plus faibles durant l'été avant d'amorcer une véritable remontée à l'automne. Comme les conditions de financement devraient continuer à se corriger, l'effet sur le marché des obligations corporatives sera atténué.

Après la correction amorcée, les prix du pétrole devraient revenir aux alentours de 78 \$US le baril d'ici la fin de l'année et permettre au dollar canadien de rejoindre la barre de 0,90 \$US. L'amélioration anticipée des exportations canadiennes risque toutefois d'être entravée par l'appréciation du huard, mais aussi par la hausse du protectionnisme américain. Le Québec continuera toutefois à bénéficier de certains avantages, soit un secteur industriel bien diversifié, un marché immobilier en meilleure posture, un appui gouvernemental important en raison des investissements dans les infrastructures et un marché du travail qui résiste mieux.

MARCHÉ DU CAPITAL DE RISQUE

Malgré un ralentissement important au deuxième trimestre 2009 des activités en capital de développement et en capital de risque, l'activité intense du premier trimestre a quand même permis au Québec de terminer le premier semestre avec des investissements de quelque 214 M\$, soit une hausse de 11 % par rapport à la même période l'an passé.

Pour le Québec, les technologies de l'information et les secteurs traditionnels ont accaparé la plus grande part des montants investis avec 46 % et 36 % respectivement, alors que les secteurs des sciences de la vie et des autres technologies ont bénéficié de 14 % et 5 % respectivement. Quant aux dollars investis par stade de développement, les entreprises en expansion ou étant à d'autres stades avancés de développement se sont accaparées près de 60 % des montants.

À l'échelle canadienne, on remarque que le Québec semble maintenir un niveau d'investissement important. Il faudra toutefois suivre de près les résultats des deux derniers trimestres de 2009 avant de conclure à une tendance de reprise.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* (« la Loi ») adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement des caisses Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à être reconnue comme le partenaire stratégique privilégié des entreprises pour avoir créé de la richesse et contribué au développement économique durable partout au Québec.

MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

Gouvernance des risques

Tout comme pour les actifs composant les différents portefeuilles, la gestion des risques est effectuée de façon globale et prend en considération tous les engagements contractuels de la Société. Conformément à sa politique sur la gouvernance, le conseil d'administration s'est doté de quatre comités, afin de l'appuyer dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle et de surveillance. Ceux-ci se répartissent le suivi et l'encadrement des différents risques et formulent des recommandations au conseil d'administration. Aussi, une partie de la gouvernance des risques est assumée par son gestionnaire.

Les rôles et responsabilités de ces différents comités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été vérifiées par le vérificateur de la Société dans le cadre de la vérification des états financiers sur lesquels un rapport des vérificateurs a été émis le 20 août 2009.

Risques de marché

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont :

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 468,8 M\$ (420,6 M\$ au 31 décembre 2008).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 50,0 M\$ (20,8 M\$ au 31 décembre 2008) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 403,1 M\$ (386,3 M\$ au 31 décembre 2008) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 10,1 M\$ du résultat net représentant une baisse de 1,2 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2009 (9,1 M\$ pour 1,1 % au 31 décembre 2008). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 10,5 M\$ représentant une hausse de 1,2 % du prix de l'action (9,4 M\$ pour 1,2 % au 31 décembre 2008).

Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 15,8 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2008) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

À la suite de l'accroissement significatif des écarts de crédit observés sur les marchés entre juin et décembre 2008, une moins-value avait été prise en compte au 31 décembre 2008 pour l'ensemble des investissements à impact économique québécois effectués sous forme de débetures auprès des entreprises privées partenaires de la Société. Cette situation ayant commencé à se résorber au cours du premier semestre de 2009, une portion de cette moins-value a été renversée. Ces investissements totalisaient 165,3 M\$ au 30 juin 2009 (145,4 M\$ au 31 décembre 2008). La juste valeur de ces débetures peut donc être influencée par les variations de taux d'intérêts. Toutefois, plusieurs autres facteurs viennent également affecter cette juste valeur, rendant peu pertinente une analyse de sensibilité sur cette seule variable. Encore une fois, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité puisque la Société prévoit détenir ces débetures jusqu'à leur échéance.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 0,24 % (taux moyen pondéré de 1,46 % au 31 décembre 2008). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer ne portent pas intérêt.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2009, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans sept entreprises cotées pour une valeur de 3,0 M\$ représentant 0,3 % de l'actif net (sept entreprises d'une valeur de 5,2 M\$ au 31 décembre 2008 représentant 0,6 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,2 M\$ respectivement (0,4 M\$ au 31 décembre 2008).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement

toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations du dollar américain représentent une juste valeur de 50,3 M\$ soit 5,7 % de l'actif net au 30 juin 2009, comparativement à 50,2 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2008.

La Société a implanté en 2008 une directive visant la couverture systématique du risque de devises relatif aux investissements évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2009, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 44,8 M\$US le 30 septembre 2009 au taux de 1,154 \$CA/\$US.

L'exposition nette de la Société au dollar américain est ainsi limitée à seulement 1,5 M\$US (1,0 M\$US au 31 décembre 2008). Toute variation du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

Risque de crédit et de contrepartie

De par sa mission d'investissement à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit lié au risque de pertes financières d'une entreprise partenaire. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

Dans la quasi-totalité des cas, la Société n'exige pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 5 selon des ratios financiers. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote 5 font l'objet d'une révision mensuelle selon des critères qualitatifs prédéfinis afin de les départager entre les cotes 5, 6 et 7.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Cotes		(en milliers \$)	(en milliers \$)
1 à 4	Risque faible à plus élevé que la moyenne	289 302	264 189
5	À risque	60 204	72 631
6 et 7	À haut risque et en insolvabilité	13 618	11 588

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 30 juin 2009		Au 31 décembre 2008	
	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	28,3	11,7	20,4	8,8
Autres investissements *	59,6	31,8	59,1	31,1

* Les émetteurs gouvernementaux représentent la totalité (92,3 % au 31 décembre 2008) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

Risque de liquidités

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter, lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale, 35 % à 40 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations est égale à l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Résultat net et rendement du fonds

La Société affiche un bénéfice net de 6,9 M\$ pour son premier semestre terminé le 30 juin 2009, soit un rendement non annualisé de 0,8 % comparativement à une perte nette de 4,5 M\$ (rendement non annualisé négatif de 0,6 %) pour la même période en 2008.

Les rendements obtenus sur la même période par certains indices de marchés correspondant aux catégories d'instruments financiers détenus par la Société sont présentés à titre indicatif dans le tableau suivant.

Instruments financiers	Au 30 juin 2009		
	Pondération de l'actif net de la Société (%)	Rendement non annualisé 6 mois de la Société (%)	Rendement non annualisé 6 mois de l'indice (%)
Titres de participation en équité ⁽¹⁾	25,0	(1,8)	17,6 ⁽⁴⁾
Titres à revenu fixe ⁽²⁾	72,6	3,9	2,8 ⁽⁵⁾
Pondéré		2,4 ⁽³⁾	6,6
Instruments financiers	Au 31 décembre 2008		
	Pondération de l'actif net de la Société (%)	Rendement 1 an de la Société (%)	Rendement 1 an de l'indice (%)
Titres de participation en équité ⁽¹⁾	28,2	(11,5)	(33,0) ⁽⁴⁾
Titres à revenu fixe ⁽²⁾	68,3	4,2	6,4 ⁽⁵⁾
Pondéré		(0,4) ⁽³⁾	(5,1)

(1) Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les actions du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

(2) Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les titres à revenus fixes du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et ceux du portefeuille des autres investissements.

(3) L'écart entre le rendement moyen pondéré des catégories d'actifs et le rendement de la Société de 0,8 % (-3,6 % au 31 décembre 2008) s'explique essentiellement par les charges d'exploitation.

(4) S&P/TSX

(5) DEX Univers

Pour les titres de participation en équité, la Société présente un rendement inférieur à celui affiché par l'indice de marché correspondant. Compte tenu de sa mission, le portefeuille de participations en équité de la Société est constitué principalement de titres de sociétés privées, les sociétés publiques ne représentant, au 30 juin 2009, que 0,3 % de ce portefeuille. Cela explique que la Société n'ait pas bénéficié de la hausse importante des marchés boursiers. Pour les titres à revenu fixe, la Société présente un rendement supérieur à celui de l'indice en raison de la pondération importante de titres corporatifs provenant de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées respectives de 0,7 % et 1,7 % pour le premier semestre de 2009. Les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts et taxe sur le capital complètent le rendement de la Société avec une contribution négative de 1,5 %.

Rendement par activité	30 juin 2009				31 décembre 2008			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois	355	43,0	1,6	0,7	355	47,1	(6,5)	(3,2)
Autres investissements et encaisse	471	57,0	3,1	1,7	399	52,9	4,7	2,3
	826	100,0	2,4	2,4	754	100,0	(1,0)	(0,9)
Charges, nettes des frais d'administration			(1,4)	(1,4)			(2,9)	(3,0)
Impôts et taxe sur le capital			(0,1)	(0,1)			0,4	0,4
Rendement de la Société			0,8	0,8			(3,6)	(3,6)

Rendement par catégorie d'actif	30 juin 2009				31 décembre 2008			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois								
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	80	9,7	5,1	0,5	87	11,5	(4,8)	(0,6)
Capital de développement	71	8,6	4,1	0,3	60	8,0	13,3	1,0
Coopératives et régions ressources	103	12,5	4,1	0,5	104	13,8	(0,8)	(0,1)
Capital de risque	101	12,2	(5,3)	(0,6)	104	13,8	(23,2)	(3,5)
Autres investissements et encaisse								
Obligations, actions privilégiées et liquidités	466	56,5	3,1	1,7	387	51,4	6,1	2,8
Fonds de fonds de couverture	5	0,5	0,2	0,0	12	1,5	(25,3)	(0,5)
	826	100,0	2,4	2,4	754	100,0	(1,0)	(0,9)

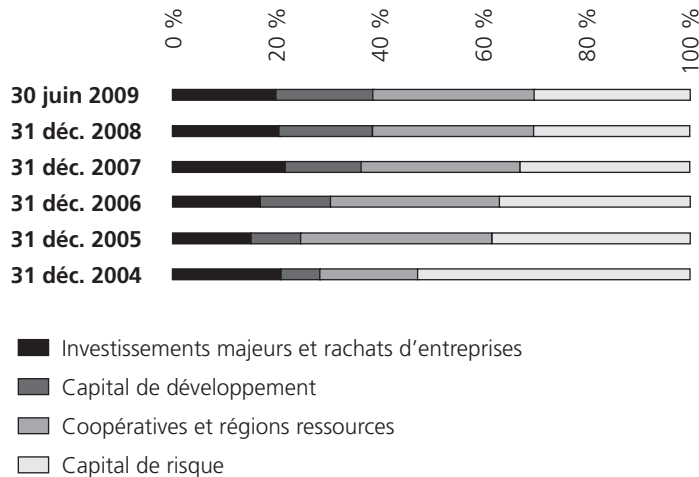
Investissements à impact économique québécois

Des déboursés de 35,3 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2009 ainsi que des produits de cession perçus de 15,2 M\$ et des pertes de 5,4 M\$ ont eu pour résultat un portefeuille d'investissements dont la juste valeur totale, incluant les contrats de change, atteignait 362,8 M\$ au 30 juin 2009 (348,1 M\$ au 31 décembre 2008).

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires. Au besoin, le gestionnaire accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou lignes d'affaires afin de procéder au balancement de ce portefeuille. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société.

L'appréciation de la diversification du portefeuille doit se faire en ajoutant les fonds engagés mais non déboursés au solde des investissements à la juste valeur. Au 30 juin 2009 et aux 31 décembre des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par ligne d'affaires :

INVESTISSEMENTS ET FONDS ENGAGÉS NON DÉBOURSÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LIGNE D'AFFAIRES 2004-2009 (EN %)



L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant la variation des fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 51,9 M\$ au 30 juin 2009, en baisse de 12,5 M\$ par rapport au 31 décembre 2008. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2009, les nouveaux engagements ont été de 22,8 M\$ comparativement à 31,0 M\$ pour la même période en 2008. Le contexte économique actuel contribue à ce ralentissement. Des déboursés de 35,3 M\$ en 2009 complètent cette variation.

Les engagements totaux au coût au 30 juin 2009 s'élevaient à 488,7 M\$ dans 227 entreprises, coopératives et fonds, dont 436,8 M\$ ont été déboursés dans 223 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Produits générés par les investissements à impact économique québécois

(en milliers \$)	Semestre terminé 30 juin 2009	Semestre terminé le 30 juin 2008
Produits	11 359	10 300
Gains (pertes)	(5 420)	(11 942)
	5 939	(1 642)

Les produits sont composés des intérêts, dividendes et honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par la hausse de près de 10 % des produits d'intérêt découlant d'une hausse du solde moyen des débentures.

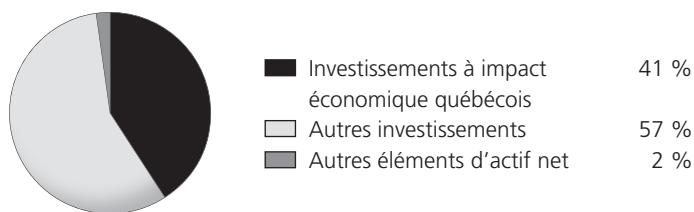
La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre. La revue du 30 juin 2009 a entraîné un ajustement de l'évaluation de 74 investissements pour une baisse de valeur non réalisée de 15,3 M\$. À la fin de l'exercice 2008, la Société avait enregistré une moins-value sur son portefeuille de débentures, conséquence de la dégradation des conditions de crédit et de l'augmentation des coûts de financement constatées sur les marchés au deuxième semestre de 2008. À la suite de l'amélioration des conditions de crédit au premier semestre de 2009, une portion de cette moins-value a été renversée. Le solde de cette perte non réalisée qui se chiffre à 6,3 M\$ devrait éventuellement se renverser puisque la Société prévoit détenir ces débentures jusqu'à échéance. En considérant également l'incidence du gain à la cession d'investissements à impact économique québécois et sur contrats de change de 3,8 M\$, la Société a enregistré aux résultats du semestre une perte réalisée et non réalisée de 5,4 M\$.

L'évaluation à la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois a eu des répercussions négatives sur les résultats de la Société. Étant donné la nature même de ses activités, soit des investissements sans garantie dans de petites et moyennes entreprises, les difficultés sont plus susceptibles de survenir durant les premières années de détention d'une participation, alors que les succès prennent plus de temps à se manifester et n'atteignent leur plein potentiel bien souvent que lors de la matérialisation de la participation. Par conséquent, la perspective de rendement positif du portefeuille doit normalement être envisagée quand l'âge moyen des investissements atteindra cinq à huit ans. Au 30 juin 2009, l'âge moyen du portefeuille de la Société était inférieur à quatre ans. La situation économique plus difficile des derniers mois a eu un impact limité sur le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois qui s'est maintenu à un niveau satisfaisant au cours du dernier semestre, notamment en raison des efforts de valorisation soutenus du gestionnaire auprès des entreprises partenaires.

Autres investissements

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET AU 30 JUIN 2009



Au 30 juin 2009, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 498,3 M\$, comparativement à 444,1 M\$ au 31 décembre 2008. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2009, près de 76 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 57 % au terme du premier semestre de 2009, comparativement à 55 % au 31 décembre 2008. L'excédent de la levée de capital nette sur les investissements à impact économique québécois nets réalisés a contribué à cette hausse. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer au cours des prochains exercices afin de se stabiliser graduellement entre 35 % et 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Effectuées dans un portefeuille de superposition, les limites de risques potentiels de ces transactions sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Au 30 juin 2009, la Société n'avait aucune position de marché.

La liquidation ordonnée du fonds de fonds de couverture débutée en 2008 à la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers s'est poursuivie au premier semestre de 2009. Ainsi, la Société s'est vue distribuer depuis le début de l'année, un montant total de 6,3 M\$ et la juste valeur des parts encore détenues au 30 juin 2009 s'élève à 1,4 M\$. Compte tenu des événements de 2008, la stratégie de répartition d'actif de la Société n'inclut plus cette catégorie d'actif.

Produits générés par les autres investissements (en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2009	Semestre terminé le 30 juin 2008
Produits	7 618	8 471
Gains (pertes)	6 501	1 256
	14 119	9 727

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 14,1 M\$ pour les six premiers mois de 2009 comparativement à 9,7 M\$ pour la même période en 2008. La diminution des produits courants comparativement à la même période de 2008 est essentiellement due à la baisse du taux d'intérêt moyen effectif du portefeuille obligataire. Enfin, au premier semestre de 2009, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 6,5 M\$ provenant essentiellement du rétrécissement important des écarts de crédit qui a occasionné des plus-values de 7,4 M\$ pour les obligations et les actions privilégiées de sociétés et d'institutions financières. L'augmentation des taux d'intérêt long terme a toutefois provoqué une légère perte de valeur de 0,9 M\$ pour les obligations fédérales et provinciales.

Souscription

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 30 juin 2009, ce réseau de distribution était constitué d'environ 460 caisses Desjardins et de plus de 860 centres de service, pour un total dépassant 1 320 points d'accès.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que la Société n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, au moins 1 G\$ au titre du capital-actions. À compter de la période de capitalisation qui suivra cet événement, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. La période de détention minimale est de sept ans avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Les souscriptions recueillies au cours des six premiers mois de 2009 se sont élevées à 84,1 M\$ comparativement à 111,0 M\$ pour la même période en 2008. Deux principaux facteurs contribuent à ce ralentissement, soit le contexte économique actuel plus difficile ainsi que la réduction de la base d'actionnaires potentiels découlant du début de la période des rachats. En effet, un actionnaire exerçant son droit de rachat perd le droit de bénéficier du crédit d'impôt, tel qu'il est expliqué au paragraphe précédent. Rappelons également que la majoration du taux de crédit d'impôt de 35 % à 50 % depuis le 10 novembre 2007 avait stimulé les souscriptions au premier semestre de 2008. Au premier semestre 2009, les rachats se sont élevés à 23,2 M\$ comparativement à 0,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par le fait qu'au premier semestre de 2009, près de 23 % des actions émises lors des premières périodes de capitalisation en 2001 et 2002 et admissibles à un rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans ont été rachetées alors qu'aucune action n'était encore admissible à de tels rachats au premier semestre de 2008.

Au 30 juin 2009, le capital-actions de la Société a donc été porté à 919,5 M\$ pour 91 549 548 actions en circulation. Le nombre d'actionnaires s'est légèrement replié pour atteindre 121 584, comparativement à 122 128 au 31 décembre 2008.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

Répartition des capitaux propres par émission au 30 juin 2009

Émission	Prix d'émission \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	45,6	2008
2002	10,00	185,3	2009
2003	10,12 et 10,24	84,1	2010
2004	10,25	94,4	2011
2005	10,25	93,6	2012
2006	10,37 et 10,21	76,5	2013
2007	10,21 et 9,92	93,8	2014
2008	9,89 et 9,83	137,4	2015
2009	9,54	69,7	2016
Capitaux propres		880,4	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2009

Charges d'exploitation

Charges (en milliers \$)	Semestre terminé le 30 juin 2009	Semestre terminé le 30 juin 2008
Frais de gestion	10 422	11 456
Autres frais d'exploitation	1 101	288
Services aux actionnaires	783	956
Taxe sur le capital	98	198
	12 404	12 898

Frais de gestion

Les frais de gestion du premier semestre de 2009 représentent 10,4 M\$, soit 84 % du total des charges, comparativement à 11,5 M\$, soit 89 % du total des charges de la même période en 2008. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2009, les frais de gestion annuels versés à Desjardins Capital de risque inc. équivalent à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de toutes sommes à payer pour l'acquisition des investissements, alors que ce taux était de 3 % auparavant. La convention de gestion prévoyait cette réduction de pourcentage à compter de l'année financière suivant celle où la valeur nette des actifs de la Société atteignait 750 M\$, seuil dépassé au cours de l'exercice 2008. Finalement, comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

Autres frais d'exploitation

L'augmentation des autres frais d'exploitation est attribuable en partie à l'amortissement du développement informatique pour le traitement des rachats qui a commencé lors de sa mise en service en novembre 2008 alors qu'aucun amortissement n'avait été enregistré pour le premier semestre de 2008. Également, conformément à la convention de gestion, la Société a commencé, au premier semestre de 2009, à assumer certains frais relatifs aux systèmes d'information visant à permettre à son gestionnaire de soutenir la croissance de la Société tout en maintenant des services de qualité.

Services aux actionnaires

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante (plus de 85 %) de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Ainsi, pour les six premiers mois de 2009, le coût des services rendus par cette dernière représente 0,7 M\$, en baisse de 19,9 % comparativement à 2008. Fiducie Desjardins a octroyé à la Société un gel des frais unitaires pour trois ans de même qu'une réduction de 250 k\$ sur les frais de gestion applicables aux comptes des actionnaires de la Société. Finalement, l'envoi des rapports financiers intermédiaires aux seuls actionnaires qui en font la demande plutôt que sur une base systématique permet de réaliser des économies appréciables.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Taxe sur le capital et impôts sur les bénéfices

La Société investit dans des titres admissibles à la déduction pour placements dans le calcul de la taxe sur le capital au Québec afin de minimiser les charges fiscales, et ce, tout en assurant à la fois une diversité et une sécurité des autres investissements. Le montant de cette charge est peu significatif.

Les impôts sur les bénéfices s'élevèrent à 1,0 M\$ pour le premier semestre de 2009 comparativement à une réduction fiscale de 0,2 M\$ pour la même période en 2008. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevèrent à 60,9 M\$ (110,0 M\$ pour la même période en 2008) alors que les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 7,3 M\$ (7,1 M\$ pour la même période en 2008). Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 76,8 M\$ pour le premier semestre de 2009 comparativement à 8,2 M\$ pour la même période en 2008. Malgré la conjoncture actuelle, les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois ont augmenté à 35,3 M\$ pour le premier semestre de 2009 comparativement à 25,4 M\$ pour le même semestre de 2008. Conformément à la stratégie de gestion des actifs de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 54,5 M\$ en 2009, comparativement à 8,4 M\$ pour la même période de 2008.

Au 30 juin 2009, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 28,0 M\$ (36,7 M\$ au 31 décembre 2008). Le portefeuille des autres investissements de la Société comporte également à cette date 130,2 M\$ d'autres titres dont l'échéance est de moins d'un an (107,2 M\$ au 31 décembre 2008). Ce niveau de liquidités est maintenu afin de faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions ainsi qu'en raison de l'importance des déboursés anticipés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

Incidences de la conjoncture économique

La conjoncture économique difficile que l'Amérique du Nord traverse actuellement pourrait encore avoir un impact sur la rentabilité et la santé financière de certaines entreprises partenaires du portefeuille d'investissements à impact économique québécois. La juste valeur des investissements pourrait continuer d'être affectée à la baisse et le nombre de cas de défaut pourrait progresser. Afin de limiter ces impacts, la Société effectue un accompagnement serré auprès des entrepreneurs partenaires. Un plan de suivi proactif des dossiers, incluant une stratégie financière, est élaboré avec un horizon de trois ans. La stratégie favorise la protection des positions dans les investissements existants avant de soutenir de nouveaux projets tout en saisissant les occasions découlant du ralentissement du marché du financement traditionnel.

En ce qui a trait au portefeuille des autres investissements, sa performance robuste s'est poursuivie en 2009, démontrant le bien-fondé de l'approche prudente de diversification des risques employée depuis plusieurs exercices par la Société.

La Société ne prévoit aucune hausse significative de ses charges due à la conjoncture économique puisqu'elles se composent essentiellement d'honoraires de gestion qui sont fonction d'un pourcentage prédéterminé de ses actifs.

Le financement des activités de la Société dépend essentiellement des fonds générés par les activités de souscriptions nettes des rachats. Pour le deuxième semestre de 2009, les nouvelles souscriptions pourraient atteindre près de 80 M\$ alors que les rachats potentiels, au prix de 9,62 \$, pourraient se chiffrer à environ 160 M\$. Il est actuellement difficile de prévoir l'impact de la conjoncture économique actuelle sur les intentions des actionnaires de la Société. Cette dernière continuera de gérer ses nouveaux engagements dans son portefeuille d'investissements à impact économique québécois en fonction de l'évolution des sources de financement. Au besoin, la Société pourra disposer des titres de son portefeuille des autres investissements. Finalement, une facilité de crédit de 10 M\$ a été approuvée et permettra de faire face à l'éventualité d'un manque ponctuel et temporaire de liquidités.

Afin de considérer l'accroissement significatif des écarts de crédit observé entre juin et décembre 2008 sur les marchés, une moins-value avait été appliquée à l'ensemble des investissements sous forme de débetures. Le rétrécissement partiel de ces écarts au premier semestre de 2009 a permis d'effacer une portion de cette moins-value. En ce qui concerne les participations en capital-actions, la Société a estimé leur juste valeur en prenant en considération les nouvelles conditions de financement auxquelles les entreprises partenaires auraient à faire face. De plus, le niveau d'endettement disponible des entreprises partenaires considéré dans l'estimation de leur juste valeur a été établi avec prudence.

L'investissement typique de la Société est effectué dans des petites et moyennes entreprises. De ce fait, la valorisation de ce type d'investissement est davantage tributaire de la santé de l'économie que des aléas des marchés boursiers. Afin de refléter les perspectives économiques difficiles, les budgets des entreprises, lorsque disponibles, ont été utilisés ou sinon la croissance anticipée des profits a été revue à la baisse.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Conventions comptables

Normes internationales IFRS

À partir du 1^{er} janvier 2011, la Société appliquera les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Le Conseil des normes comptables du Canada a en effet confirmé en 2008 que les IFRS remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques. Un exposé sondage a été publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») à cet effet.

La Société poursuit l'étude des incidences de ces nouvelles normes sur la compilation et la présentation de ses états financiers. L'adoption des IFRS, si appliquées dans leur forme actuelle, aurait des incidences importantes pour la Société qui devrait commencer à consolider les activités de certaines entreprises en portefeuille. Ces changements, en modifiant le mode de comptabilisation et d'évaluation de certains investissements, auraient un impact sur le prix de l'action de la Société. Sensible à cette problématique, l'Assemblée nationale sanctionnait, au début juin 2009, un projet de loi visant à modifier la loi constitutive de la Société. Selon cet amendement, la Société pourra calculer le prix de son action sur la base des IFRS ajustés, s'il y a lieu, pour refléter la juste valeur des investissements et annuler les effets de la consolidation.

Des discussions avec les autorités réglementaires sont amorcées afin de permettre à la Société d'émettre des états financiers selon les IFRS ajustés sur la même base que décrit précédemment.

Dans tout ce processus, la Société bénéficiera du support et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que du soutien de firmes externes sur certains aspects spécifiques.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 15 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

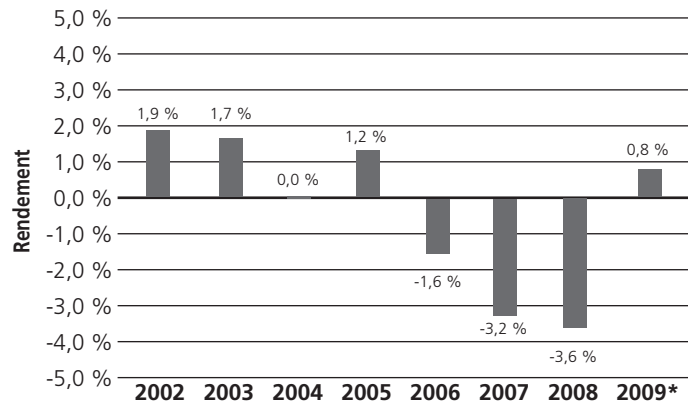
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique suivant présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2009. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.

Rendements annuels



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009.

RENDEMENT COMPOSÉ ANNUEL DE L'ACTION

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

Période	Rendement composé annuel
7 ans	-0,6 %
5 ans	-1,3 %
3 ans	-2,0 %
1 an	-2,1 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 30 juin 2009, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIFS

Catégories d'actifs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	9,1
Capital de développement	8,4
Coopératives et régions ressources	11,9
Capital de risque	11,8
Total – Investissements à impact économique québécois	41,2
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	8,9
Obligations	45,8
Actions privilégiées	1,8
Fonds de fonds de couverture	0,1
Total - Autres investissements	56,6

* Incluant les contrats de change

Au 30 juin 2009, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois (13 émetteurs) *	19,6
Société canadienne d'hypothèque et de logement	12,2
Hydro-Québec	10,9
Financement-Québec	4,5
Province de Québec	2,2
Province de l'Ontario	2,0
Banque Royale	1,7
Banque de Nouvelle-Écosse	1,2
Gouvernement du Canada	1,1
Banque Toronto Dominion	1,0
Banque de Montréal	0,8
Banque Canadienne Impériale de Commerce	0,8
GE Capital	0,8

* Les 13 émetteurs représentant collectivement 19,6 % de l'actif net de la Société sont :

- Aegera Therapeutics Inc.
- Alyotech Canada inc. (OSI)
- Boutique Le Pentagone inc.
- Camoplast inc.
- Coradiant (Canada) inc.
- Corporation de Développement Knowlton inc.
- Creaform inc. (4423283 Canada inc.)
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Fempro I inc.
- Groupe Canmec (6317456 Canada inc.)
- Groupe Humagade inc. (6633749 Canada inc.)
- La Coop fédérée
- Tranzyme Pharma inc.

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 20 août 2009

Le 20 août 2009

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité de vérification. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, les vérificateurs externes désignés par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de la vérification et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 20 août 2009. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion intermédiaire. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Catherine Lenfant, CA, EEE

Chef de la direction financière

**Capital régional et coopératif
Desjardins**

États financiers
30 juin 2009

Le 20 août 2009

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons vérifié les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	Au 30 juin 2009 \$	Au 31 décembre 2008 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 5)	363 124	348 408
Autres investissements (note 6)	469 888	427 897
Encaisse	28 024	15 848
Débiteurs (note 7)	5 962	7 898
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 3 488 \$; 3 299 \$ au 31 décembre 2008)	874	1 002
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	425	-
Impôts futurs (note 13)	13 077	13 437
	<hr/>	<hr/>
	881 374	814 490
Passif		
Créditeurs (note 8)	981	978
Impôts sur les bénéfices à payer	-	906
	<hr/>	<hr/>
	981	1 884
Actif net	<hr/>	<hr/>
	880 393	812 606
 Nombre d'actions ordinaires en circulation	 91 549 548	 85 159 435
Actif net par action ordinaire	9,62	9,54

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle, administrateur

(signé) Pierre Gauvreau, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008

(en milliers de dollars)

2009

	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés	Non réalisés	Total	
			\$	\$	\$	
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606
Résultats de la période						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 1 941 \$ et (954 \$) respectivement	-	-	10 761	(3 830)	6 931	6 931
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	84 077	-	-	-	-	84 077
Rachat d'actions ordinaires	(24 088)	867	-	-	-	(23 221)
	59 989	867	10 761	(3 830)	6 931	67 787
Solde au 30 juin 2009	919 456	1 173	16 676	(56 912)	(40 236)	880 393

2008

	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés	Non réalisés	Total	
			\$	\$	\$	
Solde au 31 décembre 2007	750 345	4	11 295	(29 115)	(17 820)	732 529
Résultats de la période						
Perte nette réalisée et non réalisée, déduction faite des impôts de 747 \$ et (902 \$) respectivement	-	-	(908)	(3 617)	(4 525)	(4 525)
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	111 019	-	-	-	-	111 019
Rachat d'actions ordinaires	(944)	19	-	-	-	(925)
	110 075	19	(908)	(3 617)	(4 525)	105 569
Solde au 30 juin 2008	860 420	23	10 387	(32 732)	(22 345)	838 098

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice (perte) net par action ordinaire)

	2009	2008
	\$	\$
Produits		
Intérêts	16 005	16 153
Dividendes	1 962	1 884
Honoraires de négociation	1 009	734
Frais d'administration	265	132
	<hr/> 19 241	<hr/> 18 903
Charges		
Frais de gestion	10 422	11 456
Autres frais d'exploitation (note 12)	1 101	288
Services aux actionnaires (note 12)	783	956
Taxe sur le capital	98	198
	<hr/> 12 404	<hr/> 12 898
Revenu net d'investissement	<hr/> 6 837	<hr/> 6 005
Gains et pertes sur investissements		
Réalisés	5 865	(6 217)
Non réalisés	(4 784)	(4 468)
	<hr/> 1 081	<hr/> (10 685)
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) (note 13)	<hr/> 987	<hr/> (155)
Bénéfice (perte) net de la période	<hr/> 6 931	<hr/> (4 525)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	88 198 353	81 104 176
Bénéfice (perte) net par action ordinaire	0,08	(0,06)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net de la période	6 931	(4 525)
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	(5 865)	6 217
Pertes non réalisées sur investissements	4 784	4 468
Amortissement des logiciels	189	-
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 001	287
Impôts futurs	360	(1 052)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	-	(75)
	7 400	5 320
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 14)	(78)	1 736
	7 322	7 056
Activités d'investissement		
Investissements à impact économique québécois	(35 322)	(25 358)
Acquisition d'autres investissements	(226 998)	(196 902)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	13 040	25 754
Produits de la cession d'autres investissements	172 532	188 513
Logiciels	(61)	(191)
	(76 809)	(8 184)
Activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	84 077	110 917
Rachat d'actions ordinaires	(23 221)	(940)
	60 856	109 977
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(8 631)	108 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	36 655	38 122
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 11)	28 024	146 971
Renseignement supplémentaire		
Impôts sur les bénéfices recouvrés (payés)	(2 056)	1 848

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Ces règles ont été respectées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de couverture. Les parts de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3 Modifications de conventions comptables

Au début de l'exercice 2009, la Société a adopté la convention comptable suivante:

Risque de crédit et juste valeur des actifs et passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») créé par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a émis l'abrégé CPN-173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », selon lequel la juste valeur des instruments financiers (y compris les instruments financiers dérivés) doit tenir compte du risque de crédit de la contrepartie en ce qui concerne les actifs et du risque de crédit de la Société en ce qui concerne les passifs. Cet abrégé n'a aucune incidence sur les états financiers de la Société étant donné que ces éléments étaient déjà considérés dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers.

4 Modifications futures de conventions comptables

Informations à fournir sur les instruments financiers

L'ICCA a publié des modifications au chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, « Instruments financiers – informations à fournir », qui entrent en vigueur pour les exercices terminés après le 30 septembre 2009. Ces modifications exigent de présenter dans les notes complémentaires, la ventilation des justes valeurs d'instruments financiers selon les trois niveaux suivants : justes valeurs basées sur les cours de marché de cet instrument; justes valeurs basées sur les cours de marché d'un instrument semblable ou justes valeurs basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables et justes valeurs basées sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas toutes fondées sur des informations de marché observables. Un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture est exigé pour le troisième niveau.

Cette norme sera appliquée par la Société à ses états financiers annuels du 31 décembre 2009, et n'aura aucun impact sur les résultats de la Société, mais seulement sur la présentation de l'information.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 30 juin 2009		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	137 736	(25 359)	112 377
Actions privilégiées	114 226	(28 813)	85 413
Débentures et avances	183 296	(19 265)	164 031
Garantis			
Débentures et avances	1 517	(214)	1 303
	436 775	(73 651)	363 124

	Au 31 décembre 2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	138 058	(20 699)	117 359
Actions privilégiées	110 040	(24 370)	85 670
Débentures et avances	163 153	(19 256)	143 897
Garantis			
Débentures et avances	1 577	(95)	1 482
	412 828	(64 420)	348 408

Les investissements en développement économique incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 50,3 M\$ (50,2 M\$ au 31 décembre 2008).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débentures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,1 % (10,6 % au 31 décembre 2008) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,70 années (4,70 années au 31 décembre 2008). Pour la quasi-totalité des débentures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 30 juin 2009						
Secteur d'activité	Investissements, au coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur	Fonds engagés mais non déboursés¹	Cautions¹	Engagement total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements majeurs						
et rachats d'entreprises	91 636	(12 117)	79 519	4 608	-	84 127
Capital de développement	76 288	(2 121)	74 167	5 550	-	79 717
Coopératives et régions ressources	119 934	(14 845)	105 089	22 376	-	127 465
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	86 623	(8 112)	78 511	16 864	-	95 375
Capital de risque – Santé	62 294	(36 456)	25 838	2 482	-	28 320
Total	436 775	(73 651)	363 124	51 880	-	415 004

Au 31 décembre 2008						
Secteur d'activité	Investissements, au coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur	Fonds engagés mais non déboursés¹	Cautions¹	Engagement total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements majeurs						
et rachats d'entreprises	92 869	(11 556)	81 313	4 737	-	86 050
Capital de développement	67 273	321	67 594	8 050	-	75 644
Coopératives et régions ressources	116 738	(15 395)	101 343	26 538	-	127 881
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	75 682	(5 062)	70 620	19 627	-	90 247
Capital de risque – Santé	60 266	(32 728)	27 538	5 494	-	33 032
Total	412 828	(64 420)	348 408	64 446	-	412 854

¹ Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

<u>2009 (6 mois)</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>Total</u>
19 447	13 421	10 450	4 000	4 562	51 880

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non vérifié est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 30 juin 2009		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales	119 334	3 258	122 592
Provinciales ou garanties	181 837	2 624	184 461
Institutions financières	71 913	2 569	74 482
Sociétés	18 649	818	19 467
Organismes supranationaux	2 009	106	2 115
	393 742	9 375	403 117
Instrument de marché monétaire ¹	49 969	-	49 969
Contrats de change ²	-	(353)	(353)
Actions privilégiées	18 933	(3 172)	15 761
Parts de fonds de fonds de couverture ³	5 194	(3 800)	1 394
Total	467 838	2 050	469 888

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2009			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	80 226	222 350	91 166	393 742
Valeur nominale	80 100	219 100	89 770	388 970
Juste valeur	80 335	229 799	92 983	403 117
Taux moyen nominal ⁴	2,78 %	4,46 %	4,26 %	4,07 %
Taux moyen effectif	2,34 %	3,96 %	4,03 %	3,64 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	89 230	5 820	95 050
Provinciales ou garanties	179 436	2 935	182 371
Institutions financières	69 002	(1 059)	67 943
Sociétés	39 659	(847)	38 812
Organismes supranationaux	2 010	112	2 122
	379 337	6 961	386 298
Instruments de marché monétaire ¹	20 807	-	20 807
Contrats de change ²	-	(330)	(330)
Actions privilégiées	18 713	(5 233)	13 480
Parts de fonds de fonds de couverture ³	11 462	(3 820)	7 642
Total	430 319	(2 422)	427 897

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2008			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	107 019	198 616	73 702	379 337
Valeur nominale	106 000	196 572	74 394	376 966
Juste valeur	107 169	204 103	75 026	386 298
Taux moyen nominal ⁴	3,32 %	4,64 %	4,63 %	4,26 %
Taux moyen effectif	2,26 %	4,21 %	4,77 %	3,77 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor ou d'acceptations bancaires d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2009, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale de 6 à 9 mois, alors qu'au 31 décembre 2008, l'échéance était de moins de 3 mois.

² Les contrats de change ont une échéance de trois mois.

³ Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

⁴ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7 Débiteurs

	Au 30 juin 2009 \$	Au 31 décembre 2008 \$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	4 572	4 731
Taxes de vente à recevoir	269	922
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	884	1 570
Autres débiteurs	237	675
	<hr/>	<hr/>
	5 962	7 898
	<hr/>	<hr/>

8 Crédoiteurs

	Au 30 juin 2009 \$	Au 31 décembre 2008 \$
Fournisseurs et charges à payer	755	978
Autres crédoiteurs	226	-
	<hr/>	<hr/>
	981	978
	<hr/>	<hr/>

9 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2010 est de 150 M\$. Au 30 juin 2009, cette limite est respectée.

Capital-actions émis et payé

	30 juin 2009	31 décembre 2008
	\$	\$
91 549 548 actions ordinaires (85 159 435 au 31 décembre 2008)	919 456	859 467

Au cours de la période, la Société a émis 8 798 089 actions ordinaires (12 792 143 pour l'exercice 2008) en contrepartie de 84,1 M\$ en espèces (126,4 M\$ pour l'exercice 2008).

Au cours de la période, la Société a racheté 2 407 976 actions ordinaires (1 730 148 pour l'exercice 2008) en contrepartie de 23,2 M\$ en espèces (17,0 M\$ pour l'exercice 2008).

Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers vérifiés.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

10 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 9.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2009 \$	Au 30 juin 2008 \$
Encaisse	28 024	46 922
Instruments de marché monétaire de trois mois et moins	-	100 049
	<hr/> 28 024	<hr/> 146 971

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

12 Charges

	Au 30 juin 2009 \$	Au 30 juin 2008 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires de vérification	126	74
Rémunération des administrateurs	205	179
Honoraires professionnels	212	152
Charges (produits) financiers	41	(118)
Autres charges	329	-
Amortissement des logiciels	189	-
	<hr/>	<hr/>
	1 102	287
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	669	835
Communication de l'information aux actionnaires	57	67
Autres charges	57	54
	<hr/>	<hr/>
	783	956
	<hr/>	<hr/>

13 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	30 juin 2009 \$	30 juin 2008 \$
Impôts exigibles	627	897
Impôts futurs	360	(1 052)
	<hr/>	<hr/>
	987	(155)
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	30 juin 2009	30 juin 2008
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 % (39,40 % au 30 juin 2008)	3 159	(1 844)
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées	(325)	1 984
Amortissement des primes sur obligations	197	84
Dividendes non imposable	(773)	(745)
Autres	(9)	1
Autres écarts	(1 262)	365
	<hr/>	<hr/>
	987	(155)
	<hr/>	<hr/>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	30 juin 2009	31 décembre 2008
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	12 858	13 231
Primes sur les obligations	175	315
Pertes fiscales reportées	124	275
Autres	55	54
	<hr/>	<hr/>
	13 212	13 875
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(135)	(438)
	<hr/>	<hr/>
Actifs d'impôts futurs, montant net	13 077	13 437
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

14 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2009	2008
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	1 250	(1 019)
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir	(1 331)	2 943
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	3	(188)
	<hr/>	<hr/>
	(78)	1 736
	<hr/>	<hr/>

15 Opérations entre apparentés

La Société est apparentée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les sociétés du Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 3 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Ce pourcentage est diminué à 2,5 % à compter de l'exercice suivant celui où la valeur nette des actifs de la Société aura atteint 750 M\$. Ce seuil ayant été atteint au cours de l'exercice 2008, les honoraires de gestion sont de 2,5% pour l'exercice 2009. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de deux ans à compter du 1er janvier 2008.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1 mai 2009 et est d'une durée illimitée. Auparavant, le rôle de gardien de valeurs était partagé entre DCR, Valeurs mobilières Desjardins, Fiducie Desjardins et la Caisse centrale Desjardins.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2009 \$	Au 31 décembre 2008 \$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	27 044	1 753
Autres investissements	39 647	17 986
Capital Desjardins		
Autres investissements	4 332	3 423
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	39	31
Desjardins Capital de risque		
Débiteurs	-	568
Créditeurs	223	-
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	1 394	7 642
Débiteurs	31	125
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Créditeurs	95	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	980	-
Autres investissements	-	2 821
Créditeurs	391	687
Valeurs mobilières Desjardins		
Encaisse	-	14 095

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	30 juin 2009	30 juin 2008
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	62	1 326
Gains sur investissements réalisés	2 761	28
Pertes sur investissements non réalisés	(24)	(251)
Capital Desjardins		
Intérêts	70	224
Pertes sur investissements réalisés	6	(103)
Gains et pertes sur investissements non réalisés	191	(4)
Desjardins Capital de risque		
Frais de gestion	10 422	11 713
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains et pertes sur investissements non réalisés	20	(68)
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	159	162
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	690	835
Valeurs mobilières Desjardins		
Intérêts	41	206

16 Chiffres correspondants

Certains libellés ont été changés et certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour refléter l'adoption du « Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement » de l'Autorité des marchés financiers.

17 Instruments financiers et risques associés

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections vérifiées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 5 à 7.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 30 juin 2009

Le 20 août 2009

PricewaterhouseCoopers
LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Québec)
Canada H3B 2G4
Téléphone +1 514 205-5000
Télécopieur +1 514 876-1502

Rapport des vérificateurs sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

En date du 20 août 2009, nous avons fait rapport sur les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008.

Dans le cadre de nos vérifications des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également effectué des procédures de vérification sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 30 juin 2009. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$		
Abitibi-Témiscamingue							
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	C & RR	170	170	-		340
Équipement JexPlore inc.	2007	C & RR	-	200	-		200
Héli Explore inc.	2007	C & RR	125	125	-		250
Hôtel des Eskers inc.	2007	C & RR	200	200	-		400
Hôtel des Gouverneurs	2007	C & RR	200	163	-		363
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	C & RR	225	225	-		450
Industries Béroma inc. (Les)	2009	C & RR	-	393	-		393
Manufacture Adria inc.	2005	C & RR	-	138	-		138
Transport scolaire R.N. Itée	2008	C & RR	200	200	-		400
Total Abitibi-Témiscamingue			1 120	1 814	-		2 934
Bas-Saint-Laurent							
Aqua-Biokem BSL inc.	2002	C & RR	1 903	-	296		2 199
Bâtitech Itée	2007	C & RR	70	334	-		404
Bois-Franc inc.	2006	C & RR	-	390	-		390
Boutique Le Pentagone inc.	2008	IM & R	1 288	8 462	-		9 750
Campor inc.	2006	C & RR	-	250	-		250
Datran inc.	2007	C & RR	-	458	-		458
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	C & RR	-	206	-		206
Fabrications TJD inc. (Les)	2006	C & RR	-	500	-		500
Fruits de Mer de l'Est du Québec (1998) Itée (Les)	2006	C & RR	-	225	-		225
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	C & RR	-	1 613	-		1 613
Graphie 222 inc.	2007	C & RR	205	205	-		410
Groupe Composites VCI inc.	2007	C & RR	2 250	1 341	-		3 591
Groupe Fillion Sport inc.	2008	C & RR	-	350	-		350
Industries Desjardins Itée (Les)	2005	C & RR	-	185	-		185
Leblanc Environnement inc.	2008	C & RR	250	250	-		500
Planchers Ancestral (2007) inc. (9184-7376 Québec inc.)	2007	C & RR	80	-	-		80
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	C & RR	-	-	210		210
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	C & RR	125	175	-		300
Transport Sébastien Sirois inc.	2009	C & RR	-	250	-		250
Total Bas-Saint-Laurent			6 171	15 194	506		21 871
Capitale-Nationale							
Céramica-Concept inc.	2005	CDév	-	111	-		111
Communauté Amalgame inc.	2008	CDév	-	395	-		395
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-		3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	C & RR	-	410	-		410
Creaform inc.	2009	CR – TIC	500	8 000	-		8 500
Cross Match Technologies inc.	2008	CR – TIC	2 353	1 628	-		3 981
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	2 146	-		2 146
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	467	-		467
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	343	-		343
Groupe Humagade inc.	2006	CR – TIC	11 191	38	-		11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	2 000	-		2 000
Labcal Technologies inc.	2004	CR – TIC	1 840	-	-		1 840
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	CR – TIC	-	-	198		198
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	375	-		375
OptoSecurity inc.	2007	CR – TIC	3 500	1 200	-		4 700
Oricom Internet inc.	2005	CDév	-	133	-		133
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	400	-		400

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
Piscines Soucy inc.	2006	CDév	-	254	-	254
Poste Express	2006	CDév	-	253	-	253
Souris Mini inc.	2005	CDév	-	775	-	775
Usital Canada inc.	2002	CDév	240	168	-	408
Total Capitale-Nationale			23 424	19 096	198	42 718
Centre-du-Québec						
Autobus Thomas inc.	2007	CDév	-	700	-	700
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 440	-	1 440
Coopérative de travailleurs actionnaire de Fempro	2008	C & RR	-	354	-	354
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 404	-	1 404
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	290	-	290
Fempro I inc.	2007	IM & R	3 000	6 500	-	9 500
Groupe Bluberi inc.	2007	IM & R	-	4 317	-	4 317
Groupe S.G. Ameublements commerciaux inc.	2008	CDév	-	550	-	550
Métalus inc.	2008	CDév	-	2 543	-	2 543
Novatek Laser inc.	2007	CDév	-	2 244	-	2 244
Service funéraire coopératif Drummond	2007	C & RR	-	470	-	470
Total Centre-du-Québec			3 000	20 812	-	23 812
Chaudière - Appalaches						
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	250	250	-	500
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	1 556	-	1 556
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	1 000	-	1 000
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	300	-	300
CIF Métal ltée	2005	IM & R	5 156	-	-	5 156
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	239	-	239
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	333	-	333
Émile Bilodeau & Fils inc.	2008	CDév	-	167	-	167
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	C & RR	-	300	-	300
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	228	-	228
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	1 000	-	1 500
Matiss inc.	2002	CDév	400	136	-	536
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	3 384	-	3 384
Portes Patio Résiver inc.	2003	CDév	299	38	-	337
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	375	-	375
Services Bivac St-Georges inc.	2009	CDév	-	325	-	325
Structures D.L.D. ltée	2008	CDév	-	378	-	378
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	50	-	450
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	160	-	160
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	117	-	117
Total Chaudière - Appalaches			7 005	10 576	-	17 581
Côte-Nord						
Interconnect inc.	2006	C & RR	-	131	-	131
Simard Suspensions inc.	2009	C & RR	-	1 000	-	1 000
Solugaz inc. (anc. Propane Charlevoix)	2007	C & RR	-	680	-	680
Total Côte-Nord			-	1 811	-	1 811

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Déventures et avances	Déventures et avances		
			\$	\$	\$	\$	
Estrie							
Camoplast inc.	2002	IM & R	23 171	-	-	-	23 171
Cogiscan inc.	2002	CR – TIC	849	1 215	321	-	2 385
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	291	-	-	291
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	C & RR	-	1 637	-	-	1 637
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	C & RR	-	1 560	-	-	1 560
CoopTel, coop de télécommunication	2009	C & RR	-	1 500	-	-	1 500
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 000	-	-	1 000
Extermination Cameron inc.	2005	CDév	-	247	-	-	247
FilSpec inc.	2004	CDév	498	-	-	-	498
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	84	-	-	524
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	-	80
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	330	870	-	-	1 200
Multi X inc.	2006	CDév	-	726	-	-	726
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	369	-	-	369
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	250	-	-	250
Société Industrielle de Décolletage et d'Outillage (S.I.D.O.) ltée	2005	IM & R	2 419	2 496	-	-	4 915
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	6 065	1 700	-	-	7 765
Total Estrie			35 956	13 945	321	-	50 222
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine							
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	C & RR	-	300	-	-	300
Azentic inc.	2006	C & RR	-	289	-	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	C & RR	-	500	-	-	500
Éocycle Technologies inc.	2004	C & RR	1 005	-	-	-	1 005
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	C & RR	-	1 850	-	-	1 850
Groupe alimentaire RT ltée	2005	C & RR	-	285	-	-	285
Hôtel Baker ltée	2007	C & RR	-	270	-	-	270
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	C & RR	-	455	-	-	455
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 005	3 949	-	-	4 954
Lanaudière							
Gestion P.R. Maintenance inc.	2006	CDév	-	383	-	-	383
Nicorp inc.	2006	CDév	-	176	-	-	176
Ravenco (1991) inc.	2006	CDév	300	390	-	-	690
Technologies Photogram inc.	2005	CDév	380	193	-	-	573
Total Lanaudière			680	1 142	-	-	1 822
Laurentides							
Coopérative Forestière des Hautes-Laurentides	2002	C & RR	-	134	-	-	134
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	125	-	-	250
Triton Électronique inc.	2003	IM & R	2 533	-	-	-	2 533
Total Laurentides			2 658	259	-	-	2 917

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Laval						
Datacom Wireless Corporation inc.	2003	CR – TIC	2 587	-	-	2 587
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	CDév	-	3 000	-	3 000
NuEra Air inc.	2005	CDév	-	1 500	-	1 500
Technologies 20-20 inc.	2002	CR – TIC	864	-	-	864
Total Laval			3 451	4 500	-	7 951
Mauricie						
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	C & RR	-	193	-	193
Ébénisterie St-Tite inc.	2005	C & RR	-	187	-	187
Groupe Soucy inc.	2008	C & RR	-	492	-	492
Innovations Voltflex inc.	2006	C & RR	-	553	50	603
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	IM & R	51	3 045	-	3 096
Morand Excavation inc.	2007	C & RR	-	444	-	444
Plomberie René Gilbert Itée	2009	C & RR	-	462	-	462
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	C & RR	-	1 741	-	1 741
RGF Électrique inc.	2009	C & RR	-	850	-	850
Solus Sécurité inc.	2006	C & RR	-	1 489	-	1 489
Total Mauricie			51	9 456	50	9 557
Montérégie						
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	300	-	300
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	246	-	246
Conporec inc.	2005	CDév	317	-	-	317
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	IM & R	5 827	8 740	-	14 567
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	523	-	523
Galenova inc.	2006	CDév	-	1 012	-	1 012
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	3 000	-	3 000
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	473	-	473
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	376	-	376
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	1 063	-	1 226
Ricardo Média inc.	2009	CDév	-	800	-	800
Salerno Pellicule et Sacs de plastique (Canada) inc.	2007	CDév	353	1 668	-	2 021
Soleil Communication-Marketing Itée	2007	CDév	-	210	-	210
Total Montérégie			6 660	18 611	-	25 271
Montréal						
3CI inc.	2007	CDév	1 500	1 600	-	3 100
Acti-Menu inc.	2005	CDév	1 010	-	-	1 010
Active Tech Electronics Inc.	2008	CDév	1 250	2 250	-	3 500
Aegera Therapeutics Inc.	2002	CR – Santé	6 382	-	-	6 382
Alyotech Canada inc.	2006	CR – TIC	6 886	-	-	6 886
Ambrilia Biopharma inc.	2003	CR – Santé	3 317	1 683	-	5 000
APITUDE, Service de consultation en réadaptation inc.	2006	CDév	-	-	199	199
Aurelium BioPharma inc.	2003	CR – Santé	2 869	40	-	2 909
Bioaxone Thérapeutique Inc.	2002	CR – Santé	2 000	1 379	-	3 379
Bureau Canadien d'Investigations et d'Ajustements	2009	CDév	1 500	2 500	-	4 000
Chaussures STC inc. (Les)	2009	CDév	-	1 000	-	1 000
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	C & RR	-	1 651	-	1 651
Coradant (Canada) inc.	2004	CR – TIC	11 050	-	-	11 050
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	290	530	-	820

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$		
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	8 701	-	-		8 701
ExelTech Aérospatiale inc.	2004	CDév	753	-	-		753
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	378	-		378
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	290	-		290
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	IM & R	3 000	4 187	-		7 187
La Coop fédérée	2005	C & RR	-	25 000	-		25 000
LiquidXStream Systems inc.	2007	CR – TIC	5 000	-	-		5 000
LxData inc.	2002	CR – TIC	10 917	-	-		10 917
Maison de distribution Colac (2008) inc.	2008	IM & R	850	1 987	-		2 837
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	2 000	-		2 000
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	CR – TIC	13	2 000	243		2 256
Negotium Technologies	2008	CR – TIC	-	48	-		48
Nstein Technologies inc.	2004	CR – TIC	310	-	-		310
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	2 877	137	-		3 014
PainCeptor Pharma Corporation	2004	CR – Santé	3 800	4 033	-		7 833
Pensée & Mouvement Artificiels inc. (A2M)	2002	CR – TIC	1 186	-	-		1 186
Prétech (9031-1671 Québec inc.)	2008	CDév	-	500	-		500
Resonant Medical inc.	2004	CR – Santé	6 811	-	-		6 811
Technologies Miranda inc.	2002	CR – TIC	1 997	-	-		1 997
Topigen Pharmaceutiques inc.	2004	CR – Santé	10 500	-	-		10 500
Tungle Corporation	2007	CR – TIC	1 661	-	-		1 661
Total Montréal			96 430	53 193	442		150 065
Outaouais							
Cactus Commerce inc.	2004	CR – TIC	800	-	-		800
Coopérative Forestière de l'Outaouais	2006	C & RR	-	184	-		184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	265	-		265
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	500	-		500
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	156	-		156
Service domicile Outaouais inc.	2007	CDév	-	96	-		96
Total Outaouais			800	1 201	-		2 001
Saguenay – Lac-Saint-Jean							
Alutrans Canada inc.	2008	C & RR	150	150	-		300
Aménagement MYR inc.	2006	C & RR	-	25	-		25
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	C & RR	-	400	-		400
Constructions P3L (9137-1666 Québec inc.)	2007	C & RR	-	399	-		399
Constructions Proco inc.	2007	C & RR	500	880	-		1 380
Coopérative Forestière de Girardville	2007	C & RR	-	467	-		467
Démolition et excavation Demex inc.	2008	C & RR	-	455	-		455
Ébénisterie André Potvin inc.	2008	C & RR	125	125	-		250
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	C & RR	-	334	-		334
Entreprises Forestières N.T. inc. (Les)	2005	C & RR	-	24	-		24
Frigon Électrique inc.	2005	C & RR	-	45	-		45
Groupe Canmec inc.	2004	IM & R	3 389	825	-		4 214
Groupe Nokamic inc.	2005	C & RR	-	235	-		235
Groupe Nova inc.	2002	C & RR	909	30	-		939
Industries I.S.A. (Les)	2004	C & RR	128	-	-		128
Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Qc inc.)	2002	C & RR	-	9	-		9
Luzerne Belcan Lac-Saint-Jean inc. (Les)	2002	C & RR	527	-	-		527
Mecfor inc.	2006	C & RR	-	685	-		685
Nature 3M inc.	2002	C & RR	-	62	-		62
Scierie Gauthier ltée	2006	C & RR	-	462	-		462

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	C & RR	400	400	-	800
Services Nolitrex inc.	2008	C & RR	500	500	-	1 000
Thermo-Tech (9132-8716 Québec inc.)	2003	C & RR	18	502	-	520
Transports Cabaie inc. (Les)	2006	C & RR	-	38	-	38
Transports Gérold inc.	2006	C & RR	-	38	-	38
Transports Réjean Fortin inc.	2006	C & RR	-	93	-	93
Végétolab inc.	2003	C & RR	32	108	-	140
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	C & RR	405	271	-	676
Vieille Garde inc. (La)	2009	C & RR	-	175	-	175
Total Saguenay – Lac-Saint-Jean			7 083	7 737	-	14 820
Fonds						
Desjardins – Innovatech S.E.C.	2005	C & RR	42 186	-	-	42 186
Fier Partenaires, société en commandite	2005	C & RR	5 662	-	-	5 662
Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	2004	CR – TIC	6 554	-	-	6 554
iNovia Capital inc. (anc. Gestion MSBI inc.)	2004	CR – TIC	154	-	-	154
Novacap Industries III s.e.c.	2007	IM & R	392	-	-	392
Novacap Technologies III s.e.c.	2007	CR – TIC	1 520	-	-	1 520
Total Fonds			56 468	-	-	56 468
Total au coût			251 962	183 296	1 517	436 775

Légende par secteur d'activité

IM & R:	Investissements majeurs et rachats d'entreprises
Cdév:	Capital de développement
C & RR:	Coopératives et régions ressources
CR – TIC:	Capital de risque Technologies de l'information et des télécommunications
CR – Santé:	Capital de risque Santé et biotechnologies

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 5 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2009

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (85,8 %)				
Obligations fédérales et garanties (26,0 %)				
Exportation et développement Canada	2011-06-01, 5,75 %	4 662	4 825	5 038
Gouvernement du Canada	2012-06-01, 5,25 %	950	1 043	1 041
	2018-06-01, 4,25 %	6 660	7 164	7 184
	2019-06-01, 3,75 %	1 500	1 533	1 548
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	500	503	523
Société canadienne d'hypothèque et de logement	2010-09-15, 3,55 %	1 475	1 512	1 525
	2011-06-01, 6,00 %	3 000	3 092	3 260
	2011-09-15, 4,60 %	4 000	4 230	4 260
	2011-12-15, 3,95 %	1 011	1 071	1 063
	2012-06-01, 3,40 %	43 000	42 718	44 362
	2012-06-15, 4,00 %	3 500	3 724	3 680
	2013-09-15, 3,55 %	1 300	1 348	1 342
	2013-12-01, 4,90 %	11 000	11 180	11 936
	2013-12-15, 2,70 %	3 600	3 534	3 583
	2014-09-15, 0,81 %	8 000	8 021	8 031
	2016-02-01, 4,25 %	10 700	11 045	11 282
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 637	7 818
	2018-12-15, 4,10 %	5 000	5 154	5 116
Total obligations fédérales et garanties		117 358	119 334	122 592
Obligations provinciales et garanties (39,3 %)				
Financement-Québec	2009-12-01, 3,13 %	10 000	10 055	10 231
	2014-03-01, 4,25 %	21 097	21 807	22 116
	2014-06-01, 3,25 %	400	401	402
	2015-12-01, 4,25 %	6 500	6 331	6 718
	2015-12-01, 6,25 %	300	334	344
Hydro-Québec	2009-10-27, taux variable	70 000	70 068	70 000
	2011-02-15, 3,65 %	20 000	19 889	20 745
	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 946	5 207
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	1 500	1 512	1 562
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 051	3 144
Ontario School Boards Financing Corporation	2011-10-19, 5,90 %	1 000	1 077	1 087
Ontrea inc.	2011-10-31, 5,70 %	300	312	323
	2013-04-09, 5,57 %	2 000	2 076	2 158
Province de la Colombie Britannique	2018-12-18, 4,65 %	600	613	624
Province de l'Ontario	2012-12-02, 5,38 %	750	788	820
	2013-06-02, 4,75 %	13 125	13 873	14 069
	2014-03-08, 5,00 %	1 000	1 087	1 085
	2016-03-08, 4,40 %	1 500	1 569	1 568
Province de Québec	2012-10-01, 6,00 %	1 800	2 007	2 000
	2013-12-10, 0,43 %	2 000	1 929	1 955
	2017-12-01, 4,50 %	13 045	13 338	13 444
	2018-12-01, 4,50 %	1 950	1 948	1 986
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 144	1 186
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	1 500	1 527	1 526
Ville de Vancouver	2011-02-21, 5,85 %	150	155	161
Total obligations provinciales et garanties		179 673	181 837	184 461

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (15,9 %)				
American Express	2010-11-12, 4,30 %	700	675	706
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2010-09-09, 3,75 %	6 000	5948	6 122
Banque de Montréal	2012-06-21, 5,20 %	2 000	1988	2 096
	2012-09-04, 5,04 %	750	755	796
	2015-06-10, 5,18 %	400	395	423
	2016-04-21, 5,10 %	1 000	979	1 022
	2017-08-01, 4,55 %	750	698	749
	2018-05-02, 6,02 %	1 650	1793	1 797
Banque de Nouvelle-Écosse	2011-02-15, 4,58 %	2 000	2064	2 093
	2012-11-01, 5,25 %	1 000	1009	1 052
	2013-03-27, 4,99 %	1 980	1945	2 063
	2013-10-30, 4,56 %	4 775	4703	4 995
Banque HSBC	2011-03-28, 4,59 %	200	210	208
Banque Nationale du Canada	2013-11-15, 5,55 %	700	695	737
	2014-12-22, 4,93 %	500	479	508
Banque Royale	2011-04-12, 6,30 %	5 000	5132	5 320
	2012-08-15, 5,20 %	3 000	3037	3 203
	2013-03-11, 4,84 %	1 000	1020	1 037
	2013-11-04, 5,45 %	920	928	975
	2014-12-22, 4,71 %	2 600	2591	2 736
Banque Toronto Dominion	2011-01-18, 4,32 %	500	500	516
	2011-10-28, 4,87 %	2 500	2509	2 609
	2013-02-13, 4,85 %	1 500	1596	1 587
	2013-06-03, 5,69 %	3 900	3992	4 163
TD Capital	2012-12-31, 6,79 %	600	618	644
	2017-12-18, 5,76 %	600	574	581
BNS Capital Trust	2010-12-31, 7,31 %	1 000	1011	1 060
Capital Desjardins	2012-06-01, 6,32 %	1 121	1169	1 201
	2014-04-01, 5,76 %	2 000	2000	2 105
	2016-06-01, 5,54 %	1 000	1000	1 026
Capital RBC	2013-12-31, 5,81 %	1 000	981	1 039
Financière Manuvie	2011-02-16, 6,24 %	2 625	2674	2 765
	2019-04-08, 7,77 %	500	577	577
Financière Sun Life	2012-06-30, 6,15 %	935	961	991
	2018-01-30, 5,59 %	1 000	1001	990
Financière Wells Fargo	2011-02-28, 4,45 %	700	698	718
	2012-06-26, 5,10 %	500	498	516
	2012-09-13, 5,20 %	465	454	482
	2013-12-06, 4,33 %	100	97	100
	2015-06-30, 4,38 %	500	477	486
GE Capital	2011-05-02, 4,75 %	1 300	1 307	1 333
	2012-08-17, 5,29 %	1 500	1 471	1 540
	2013-06-06, 5,15 %	3 000	3 012	3 050
	2015-02-11, 4,65 %	1 000	980	972
	2017-01-17, 4,55 %	400	380	373
Great-West Lifeco inc.	2012-12-31, 6,00 %	200	198	207
	2018-03-21, 6,14 %	1 000	978	1 060
Honda Canada Finance	2012-09-26, 5,68 %	400	394	409
	2013-05-09, 5,08 %	800	778	771
Industrielle Alliance	2014-03-27, 8,25 %	335	334	358
	2014-06-30, 5,13 %	140	135	131
John Deere Credit	2010-10-18, 5,25 %	400	400	415
JP Morgan Chase & Co	2016-02-22, 5,06 %	750	722	662
Services financiers Caterpillar	2012-06-01, 4,94 %	400	393	407
Total obligations d'institutions financières		71 596	71 913	74 482

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations de sociétés (4,1 %)				
407 International	2010-10-04, 4,90 %	500	504	521
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	146
Aéroports de Montréal	2012-04-16, 6,35 %	80	83	86
British Columbia Ferry Service inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	106	108
CU inc.	2017-11-22, 6,15 %	500	539	557
Enbridge inc.	2013-03-25, 4,67 %	250	246	257
	2014-01-29, 5,57 %	250	253	271
Encana inc.	2012-03-12, 4,30 %	1 000	983	1 042
	2018-01-18, 5,80 %	450	451	474
Epcor Utilities	2018-01-31, 5,80 %	489	448	515
Greater Toronto Airport	2012-12-13, 6,25 %	1 000	1072	1 091
	2017-06-01, 4,85 %	605	594	607
Groupe Pages Jaunes	2014-04-21, 5,71 %	400	393	381
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	117	118
Hydro One inc.	2011-12-01, 6,40 %	2 457	2559	2 693
	2012-11-15, 5,77 %	939	961	1 025
	2013-11-12, 5,00 %	1 000	1081	1 069
Loblaws	2011-01-19, 6,50 %	500	521	530
NAV Canada	2016-02-24, 4,71 %	500	492	517
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	500	500	538
Ressources naturelles Canada	2015-06-01, 4,95 %	500	483	508
Rogers Communications	2016-05-26, 5,80 %	1 000	998	1 023
Shoppers Drug Mart	2012-01-20, 4,80 %	600	613	627
	2013-06-03, 4,99 %	90	91	94
Suncor Energy	2018-05-22, 5,80 %	400	340	415
Talisman Energy	2011-01-27, 4,44 %	100	99	103
Telus inc.	2013-06-03, 5,00 %	472	463	486
	2014-05-15, 4,95 %	500	502	511
Thomson Corporation	2016-03-31, 6,00 %	200	205	214
Thomson Reuters Corp	2014-12-01, 5,20 %	500	493	526
	2015-07-15, 5,70 %	300	309	319
Toronto Hydro	2013-05-07, 6,11 %	250	261	272
Transcanada Pipeline	2014-01-15, 5,65 %	1 000	1032	1 088
Union Gas Ltd.	2010-06-01, 7,20 %	100	103	105
	2011-05-04, 6,65 %	118	123	127
Westcoast Energy	2013-12-30, 8,30 %	428	482	503
Total obligations de sociétés		18 343	18 649	19 467
Obligations supranationales (0,5 %)				
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2012-12-15, 4,30 %	2 000	2009	2 115
Total obligations supranationales		2 000	2 009	2 115
Total obligations		388 970	393 742	403 117
Instruments de marché monétaire (10,6 %)				
Caisse centrale Desjardins	2010-01-06, 0,50 %	40 000	40 000	40 000
Bons du Trésor du Québec	2010-01-05, 1,55 %	10 000	9 969	9 969
Total instruments de marché monétaire		50 000	49 969	49 969

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$	
Contrats de change (-0,1 %)					
Caisse centrale Desjardins	2009-09-30, 1,154 SCA/SUS	44 800	SUS	s.o.	(353)
Couverture d'investissements à impact économique québécois					
Total contrats de change		44 800	SUS	s.o.	(353)

Nombre d'actions

Actions privilégiées (3,4 %)

Banque Canadienne Impériale de Commerce	2012-04-30, 5,75 %	17 000	454	378
	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	324
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	325
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	470
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	148
Banque Royale	Perpétuelle, taux variable	20 000	500	539
	2016-02-24, 4,50 %	50 000	1260	920
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	220
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2528	2 195
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	474
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	202
	Perpétuelle, taux variable	77 800	1970	1 343
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	45 400	1011	869
Financière Manuvie	2010-06-19, 4,10 %	75 500	2038	1 915
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	22 000	567	394
	Perpétuelle, 4,80 %	30 300	781	558
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, taux variable	30 000	737	793
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3816	2 988
Industrielle Alliance	Perpétuelle, taux variable	16 700	415	443
	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	263
Total actions privilégiées			18 933	15 761

Nombre de parts

Fonds de fonds de couverture (0,3 %)

DGAM ASF, série B		145 047	5 194	1 394
Total fonds de fonds de couverture			5 194	1 394
Total autres investissements (100,0 %)			467 838	469 888

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2009

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non vérifié)

Au 30 juin 2009

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
31 décembre 2008 Desjardins – Innovatech S.E.C.	57,4				
AAT inc.		14	728	-	742
Albert Perron inc.		652	883	-	1 535
Aqua-Biokem BSL inc.		936	-	293	1 229
Boisaco inc.		1 723	-	-	1 723
Concept MAT inc. et 9200-7848 Québec inc.		-	345	-	345
Corporation minière Rocmec inc.		-	-	460	460
Éocycle Technologies inc.		544	74	-	618
Équipements Comact inc.		287	762	-	1 049
Groupe Ohmega inc.		98	115	-	213
Gyro-Trac Côte Ouest inc.		-	-	451	451
Gyro-Trac inc. (9163-2521 Québec inc.)		1 311	-	-	1 311
Manufacturier Minier CMAC		17	-	160	177
Marinard Biotech inc.		29	207	-	236
Menu-Mer ltée		-	259	-	259
Produits Forestiers Lamco inc.		-	287	41	328
Autres compagnies (9) inférieures à 175 000 \$		99	298	437	834
		5 710	3 958	1 842	11 510
Fonds engagés mais non déboursés					287
					11 797

Ce répertoire non vérifié détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés et partenaires dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$.